

Étant donné les observations du secrétaire aux Affaires étrangères et celles de son propre secrétaire d'État aux Affaires extérieures, si les pays du Commonwealth ne s'entendent pas sur d'autres sanctions, le Canada a-t-il l'intention de signaler, à ce moment-là, que conformément aux engagements que le premier ministre a pris devant les Nations Unies il y a deux ans, notre pays agira de son propre chef, au besoin?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député cite des propos que j'aurais tenus. J'ignore quelles sont ses sources, mais je n'ai jamais déclaré ni laissé entendre cela, pas plus d'ailleurs que le premier ministre, et ce n'est pas là notre position.

Je crois qu'il est important de répéter la position cohérente du gouvernement fédéral sur cette question. Nous sommes disposés, au besoin, si d'autres mesures se révèlent inefficaces, à rompre nos relations économiques et diplomatiques avec la République d'Afrique du Sud.

Il faut comprendre que nous perdrons ainsi toute influence en ce qui a trait aux pressions à exercer pour mettre un terme à l'apartheid. Nous ne pensons pas qu'il convienne pour le moment que le Canada se place dans cette situation. Tout au contraire, nous croyons avoir un rôle extrêmement important à jouer—et nous avons déjà commencé à le faire sous la direction du premier ministre—au sein du Commonwealth et ailleurs, afin de hâter la fin du régime de l'apartheid.

LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

M. Mike Cassidy (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, j'adresserais ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il nous dire quand ce sera le temps d'agir? Il y a deux ans, la Conférence du Commonwealth a envoyé des personnes éminentes en Afrique du Sud. Le Canada a déclaré à cette occasion qu'il romprait toutes relations diplomatiques et économiques si les autres mesures ne donnaient rien.

Les emprisonnements se poursuivent en Afrique du Sud. Nelson Mandela est toujours en prison. La brutalité policière continue. La censure a beaucoup augmenté depuis un an. Les États de la ligne de front sont souvent attaqués.

Quand le gouvernement tiendra-t-il sa parole et cessera-t-il de se comporter comme une marionnette à l'égard de l'Afrique du Sud?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il y a quelques mois, des porte-parole du Nouveau parti démocratique, mais non le porte-parole officiel, ont déclaré que nous devrions rompre complètement nos relations avec l'Afrique du Sud. Si nous avions agi ainsi, nous n'aurions pas pu persuader le Commonwealth de prendre les sanctions qu'il a accepté de prendre à Londres en août dernier. Il y a un prix à payer pour la diplomatie des

Questions orales

grandes déclarations. On fait connaître son opinion, mais on perd son influence.

Il ne suffit pas de condamner l'apartheid. Nous le condamnons tous. Nous voulons y mettre fin. Nous croyons qu'il y a des mesures pratiques que le Canada peut continuer de prendre pour mettre fin à l'apartheid.

J'ai remarqué que la position du Nouveau parti démocratique sur un certain nombre de questions consiste à se retirer du terrain. C'est ce qu'ils veulent faire avec l'OTAN. C'est ce que l'un de leurs porte-parole veut faire avec les sommets économiques. Ils disent maintenant que nous ne devrions plus exercer notre influence pour essayer de mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, en septembre 1985, le ministre a promis une complète interruption des relations économiques et diplomatiques en vue de faire cesser l'apartheid si les autres mesures échouaient. Cette promesse a été réitérée par le premier ministre en juin 1986, puis à nouveau par le secrétaire aux Affaires extérieures pas plus tard que le 28 août dernier. Ce ne seront que de vaines menaces si nous ne faisons qu'en parler mais n'agissons pas.

Je voudrais poser ma question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lorsque le gouvernement s'est entretenu avec M. Tambo il y a dix jours, pourquoi s'est-il arrêté à ce qu'il considère comme les faiblesses du Congrès national africain au lieu de discuter de l'apartheid qui est la véritable cause de la violence en Afrique du Sud?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le Nouveau parti démocratique fait preuve à nouveau de l'isolationisme qui caractérise sa politique à propos de l'OTAN, ce qui l'amène à vouloir se retirer du sommet économique, et qui influence sa politique sur d'autres questions internationales.

Il prétend maintenant que le Canada n'a enregistré aucun résultat malgré les initiatives que nous avons prises, la longue liste de sanctions que nous avons adoptée et l'influence que nous avons eue sur les mesures prises par la Communauté européenne, les États-Unis, le Japon et d'autres pays. Le Nouveau parti démocratique nous accuse à tort.

Nous n'enregistrons pas suffisamment de progrès contre l'apartheid en Afrique du Sud. La situation continue de se détériorer. La peur qui sépare les collectivités noires des blanches atteint des proportions effrayantes. Il faut que nous trouvions le moyen de les rapprocher et nous n'y parviendrons pas en abandonnant la partie comme le propose le député.